COLL.8°
468
1957-2à3

957.2
Coll. 8°
468

000 411948

PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL
ET RADICAL-SOCIALISTE

1, Place de Valois, Paris (1er)

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

LA POLITIQUE QU'ON A FAITE

CELLE QU'IL FAUT FAIRE

Coll. 8° 468 (1957-2) 3

Discours prononcé par
M. PIERRE MENDES-FRANCE
devant le Congrès Extraordinaire
Le 4 Mai 1957

4

17.707

PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL
ET RADICAL-SOCIALISTE

1, Place de Valois, Paris (1er)

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

LA POLITIQUE QU'ON A FAITE

CELLE QU'IL FAUT FAIRE

Hel 8° 330 (24)

Coll. 8° 468 (1957-2)

Discours prononcé par

M. PIERRE MENDES-FRANCE

devant le Congrès Extraordinaire

Le 4 Mai 1957

Mes chers Amis,

Sept mois après le Congrès de Lyon, nous voici réunis pour faire le bilan du chemin parcouru. Dans cette période, les difficultés, comme les déceptions, ont été croissantes. Mais, convenons-en, au centre, se place un problème qui domine tous les autres en gravité et en portée, c'est celui de l'Algérie.

L'ALGERIE

A la Conférence des Présidents, tout à l'heure, un de nos amis disait : « Il n'y a pas que l'Algérie, il y a d'autres affaires, l'Algérie n'est pas au centre de tout ». Un autre même laissait entendre que l'Algérie n'était peut-être pas le principal problème actuel.

C'est une grande erreur. L'Algérie c'est aujourd'hui toute la politique française. Aucun de nos soucis ne trouvera une solution si, dans le même temps, nous ne déterminons pas courageusement une autre politique algérienne et si nous n'engageons pas aussitôt l'action nécessaire pour éviter la perte de la France africaine tout entière.

Politique financière ? Equilibrerons-nous les dépenses et les recettes tant que nous resterons obligés de dépenser 400 milliards par an — dépense totalement improductive — pour la continuation de la guerre d'Algérie ?

Politique étrangère ? Dans les assemblées internationales, dans les négociations avec nos amis ou avec d'autres Pays, nous ne pouvons plus que faire dépendre notre comportement, nos relations, toute notre action, des obligations et des servitudes qui découlent de l'affaire d'Algérie.

Nos rapports avec le Gouvernement ? Ils découlent de notre désaccord avec lui sur l'Algérie, parce que nous lui reprochons de nous conduire à la perte de l'Algérie par sa mauvaise politique.

J'affirme qu'il n'existe aujourd'hui aucune grande affaire politique qui ne soit dépendante du problème algérien ; à vrai dire, c'est le seul problème politique français actuel.

Sur ce drame de l'Algérie, on veut tromper l'opinion, la détourner de la vision claire d'une réalité qui est de plus en plus grave.

Tantôt, on annonce à grand fracas telle ou telle réforme apparemment généreuse et qu'exploitent complaisamment la

Presse officielle et la Radio. Un jour, c'est une magnifique réforme agraire, destinée à impressionner les Français mal renseignés. Mais où sont les Musulmans qui ont reçu les terres partagées ?

M. Dulin. — Parfaitement, il y en a 2.500, Monsieur le Président !

M. Mendès-France. — Notre ami Dulin me dit qu'il y en a 2.500. Je m'excuse de lui dire que, s'il y en avait vraiment 2.500, ce serait encore fort peu de chose — en seize mois. Mais, il n'y a pas eu de partage de domaines, même au profit de 2.500 bénéficiaires. On a, certes, racheté quelques grands domaines à des sociétés de colonisation qui souhaitaient s'en défaire ; on leur a payé des prix sur lesquels on pourrait peut-être un jour se pencher... mais ces domaines n'ont pas été morcelés et répartis dans la masse musulmane. Les textes ont été faits — volontairement ? je ne sais — de telle sorte que la réforme agraire est bloquée. Les textes contiennent d'étranges dispositions techniques contre lesquelles je me suis, au sein du Gouvernement, élevé, dès le premier jour. On en voit maintenant les conséquences.

Je peux donner d'autres exemples, qui prêteront à moins de contestations encore. Les journaux mentionnent souvent la réforme municipale. Nous l'avions demandée, et pourquoi ? Parce que, dans les 330 communes de plein exercice, des hommes avaient installé une influence réactionnaire, ultra, disons le mot, colonialiste ; parce que la « Fédération des Maires » représente en Algérie le véritable pouvoir politique, qu'il y règne l'esprit le plus raciste, cet esprit qui s'opposera toujours au meilleur contact avec la masse populaire musulmane. C'est pour changer ces hommes, pour que les maires des communes de plein exercice représentent un autre esprit, que nous avons demandé la réforme municipale depuis des années.

Or, depuis la soi-disant réforme municipale, pas un seul maire ultra, pas un seul de ces 330 maires, si j'ose dire, de l'ancien régime, n'a été remplacé, soit par un maire musulman, soit par un maire français de sentiments libéraux ; en fait, il n'y a pas eu le moindre commencement d'épuration dans le domaine municipal. Dans ce sens, la réforme municipale est un leurre.

Voulez-vous d'autres exemples ? On nous annonce de temps à autre que l'on embauche des fonctionnaires musulmans dans l'Administration, que l'on fait accéder à la fonction publique un nombre croissant d'autochtones, et on nous

donne des chiffres. On pourrait rechercher d'abord, à quel niveau ces hommes sont embauchés, si vraiment il y en a dans des fonctions d'influence, susceptibles de jouer un rôle effectif ou bien s'ils ne sont que cantonniers, concierges, veilleurs de nuit ! Mais sur le seul plan statistique (et je donne ce renseignement à nos Ministres), depuis quinze mois il y a eu dans l'Administration algérienne beaucoup plus de fonctionnaires musulmans chassés et révoqués que de Musulmans nouvellement embauchés ; aujourd'hui, il y en a moins qu'il y a quinze mois ! Je vous laisse à juger ce que pensent les intéressés sur la soi-disant promotion musulmane.

Mais voici une autre triste mystification. Hier, Boissarie évoquait sur le plan juridique, la situation des détenus qui font l'objet de mesures de détention arbitraire, de détenus contre lesquels n'existe aucune inculpation, aucun grief, d'hommes arrêtés purement et simplement parce qu'ils sont victimes d'une représaille, d'un soupçon, d'une dénonciation vague, fondée ou non, de telle autorité locale. De temps en temps, on nous annonce qu'on a libéré quelques-uns d'entre eux. Mais on oublie de nous dire qu'on en a arrêté beaucoup plus, dans la même période, de telle sorte qu'aujourd'hui, il y a dans les camps de concentration des milliers et des milliers d'hommes de plus qu'il n'y en avait voici un an.

Dans tous les domaines où l'on parle pourtant d'améliorations, de réformes, de transformations, de progrès, c'est donc en arrière qu'on a marché, et la situation actuelle est infiniment plus mauvaise que celle qui existait auparavant. Voilà la vérité.

Les réformes ont été des faux-semblants qui ont pu tromper les Français de la Métropole. Elles n'ont jamais trompé la masse musulmane, qui est sur place et qui est, plus que jamais, convaincue que nous n'avons d'autre intention que de la berner, comme par le passé. Le rapprochement, la réconciliation qui étaient cependant nos buts, loin de progresser, ont été éloignés par l'effet des soi-disant réformes parce que, chaque fois, celles-ci se sont soldées par des déceptions. Les plus proches de nous, parmi les Musulmans, ont été ainsi découragés, révoltés, rejetés dans les bras de la rébellion.

Lorsque nous disons tout cela, on nous reproche, bien sûr, de nous faire les avocats d'une politique d'abandon ; il s'est trouvé un ministre radical pour dire, dans une réunion radicale, que notre politique est une politique d'abandon. Eh bien ! Je lui réponds que c'est la politique actuellement faite qui conduira finalement à la perte, à l'abandon de l'Algérie !

Je vous en donne la preuve. Quand nous discutons de ce que pourrait être demain le Statut de l'Algérie, des institutions nouvelles que l'on pourrait proposer à ce Pays, les plus réservés parmi nous, les moins audacieux, les moins impatients de faire une politique de large émancipation — même ceux-là proposent aujourd'hui des modalités qui vont beaucoup plus loin que ce qu'on envisageait voici un an. Qu'est-ce que cela prouve ? Que, depuis un an, les inévitables concessions au nationalisme algérien, disons-même à la rébellion, sont devenues de plus en plus larges. Cela prouve que loin d'améliorer la position française, là-bas, notre politique l'a desservie. Si ce recul se poursuit, nous risquons finalement de tout perdre de cette France d'Afrique que nous devons sauver cependant.

Mais voici un autre reproche grave qui nous est adressé. Je voudrais évoquer, en toute franchise, une question pénible, celle des sévices, des représailles collectives dont la Presse a tant parlé dans ces dernières semaines.

Ceux qui représentent la politique officielle nous reprochent d'attenter à l'honneur de l'Armée. Il y eut une époque, déjà (c'était au temps de l'affaire Dreyfus) où l'on n'avait pas le droit de défendre un innocent et de dire la vérité sans être, paraît-il, un ennemi de l'Armée et de la Patrie. Le même grief nous a été fait maintenant par des hommes hautement responsables et par le Gouvernement lui-même, lorsqu'il a écrit, dans un communiqué officiel, le 6 avril, après le Conseil des Ministres, ceci : « **Certains voudraient présenter les 700.000 hommes qui, en une année, se sont succédés en Algérie comme autant de tortionnaires.** »

Le Gouvernement nous a reproché, dans ce communiqué, d'adresser à l'Armée Française toute entière, à 700.000 jeunes Français, le reproche d'être des tortionnaires ; et j'ai même entendu un jour à la Radio, une voix gouvernementale autorisée qui s'adressait aux pères de famille français et qui disait : « **Je parle au nom du Gouvernement à ces 700.000 pères de famille qui ont eu ou qui ont un enfant là-bas et je leur dis : ce sont vos enfants qu'on accuse d'être des tortionnaires, ce sont vos enfants que l'on essaye de déshonorer !** » Ceux qui ont prononcé ces abominables paroles sont des menteurs éhontés.

Je défie que l'on trouve un mot d'un Radical, du plus modeste jusqu'au plus responsable, ou un écrit qui, d'une manière même indirecte, implique que nous ayons jamais accusé l'Armée dans son entier, ou dans sa généralité, ou même dans sa majorité, d'avoir pratiqué certaines atrocités dont nous savons très bien qu'elles ne correspondent ni à sa

tradition, ni à ses sentiments, ni à sa volonté — parce que l'Armée émane de la Nation, et que, pour cette raison, nous connaissons les sentiments de ceux qui en font partie.

A une époque où ces sujets n'avaient pas encore acquis cette cruelle actualité, nous avons déjà évoqué ces problèmes. Au Congrès de Lyon, quand nous étions réunis pour la dernière fois, j'ai parlé de l'attitude et des responsabilités de l'Armée en Afrique du Nord. Qu'ai-je dit à cette tribune ? Je m'excuse de me citer, mais il est important de montrer que ce n'est pas pour les besoins de la cause que telle ou telle déclaration est faite et que nos positions n'ont jamais varié, depuis longtemps. Qu'ai-je donc dit à la tribune de Lyon, devant vous tous, le 13 octobre dernier ? Voici :

« Il était devenu indispensable de faire, sur le plan militaire, l'effort maximum pour assurer, pour établir une meilleure sécurité. Cette tâche a été accomplie par notre Armée, par les officiers et sous-officiers d'active d'abord, par le contingent et les rappelés ensuite.

« Notre Armée a fait ce qu'elle pouvait ; elle a accompli magnifiquement ce qui était sa tâche, elle a fait ce qu'elle savait faire, ce qu'elle devait faire, avec courage.

« D'une manière générale, en dehors d'un certain nombre de cas exceptionnels, mais douloureux, elle l'a fait avec humanité, et, dans plus d'un cas, la population musulmane a rencontré plus de compréhension de la part des militaires qu'elle n'en avait trouvé avant leur arrivée, de la part d'une Administration trop souvent bornée.

« Mais notre Armée elle-même (et je le sais car j'en ai reçu de nombreux témoignages) à tous les échelons de la hiérarchie, se rend compte des limites de son action.

« Depuis quelques temps déjà, elle se demande ce que les civils attendent et pourquoi ils n'agissent pas dans le domaine qui est le leur, celui de la politique, qui n'est pas le domaine de l'Armée.

« Nos officiers, nos hommes de troupe s'inquiètent à la pensée que certains verraient dans l'occupation, dans ce qu'on appelle le quadrillage, dans le maintien d'effectifs considérables, une solution durable du problème algérien. Devra-t-on maintenir indéfiniment 2 millions d'hommes là-bas sans même réaliser une vraie pacification ? Ce n'est pas la solution, de l'aveu de tous les militaires, depuis la base jusqu'au sommet. »

Voilà ce que nous avons dit de l'Armée ; et personne n'a le droit de soutenir que nous ayons à aucun moment, ni

au Congrès de Lyon, ni depuis, prononcé des paroles qui, certes, auraient été inadmissibles si elles avaient entaché l'honneur de l'Armée Française.

Nous savons que l'Armée qui se trouve aujourd'hui en Algérie est dans une situation morale affreusement pénible. Nous savons qu'elle a douloureusement souffert des événements d'Indochine, des revers de la stupide expédition de Suez. Mais est-ce par sa faute que ces erreurs ont été commises, que ces échecs ont été enregistrés ? Non. C'est par la faute des responsables politiques et gouvernementaux.

Notre Armée ne mérite pas ce que l'on essaie parfois de faire d'elle. Nous, nous entendons défendre l'Armée de la Nation ; pour nous, elle ne fait qu'un avec la Nation dans la crise qu'elle traverse et que tout le Pays ressent. Cette crise nécessite qu'à tous égards — c'est la première volonté de l'Armée elle-même — le Gouvernement montre que, si des fautes particulières ont été commises, il les désavoue et les réprime. Ce serait une grande malhonnêteté de prétendre que cette exigence porte atteinte au moral ou à l'honneur de l'Armée ; bien au contraire, c'est l'Armée qu'il faut protéger contre des fautes qui ne sont pas les siennes et dont les coupables veulent s'exonérer en se réfugiant derrière le soi-disant patriotisme.

En vérité, je pose la question : quelle atteinte plus profonde au moral, à l'honneur de l'Armée (et je pourrais dire aussi de la Police, de l'Administration, de notre jeunesse qui sert en Algérie, c'est-à-dire au moral, à l'honneur de la Nation toute entière) qu'une soi-disant pacification qui tolérerait les méthodes et les abus, même exceptionnels, que l'on a tolérés, puis dissimulés trop longtemps ?

Rien n'excuse ces excès ; pas même l'intérêt national, qui en reçoit un préjudice considérable ; pas même le souci de rétablir l'ordre en Algérie, car les excès de la répression engendrent la haine de tout un peuple et dressent plus encore l'une contre l'autre les collectivités qu'il faut coûte que coûte rapprocher et réconcilier ; et rien n'excuserait non plus notre indifférence, notre silence ; avertis comme nous le sommes maintenant, nous serions bientôt des complices si nous n'exigions pas le redressement qui s'impose pour l'honneur de l'Armée et pour l'honneur du Pays que, nous, nous défendons sans aucune arrière-pensée de manœuvre politique.

On prétend parfois (je veux répondre à toutes les attaques dirigées contre nous) que, lorsque nous traitons de ces sujets douloureux, nous conservons je ne sais quel silence complaisant à l'égard des atrocités rebelles et des souffrances subies par les Français d'Algérie. Rien n'est plus faux : nous

avons condamné avec horreur des faits qui ont été portés à notre connaissance, et qui témoignent du caractère souvent sauvage de la rébellion. Là encore, je peux évoquer le rapport que je vous ai soumis à Lyon.

Nous ne mettons pas, il est vrai, sur le même pied les excès qui ont pu être commis d'un côté ou de l'autre. Nous n'avons jamais procédé à cette sorte de comparaison horrible pour rechercher de quel côté sont les pires. Nous savons que, du côté des rebelles, ils correspondent à un fanatisme moyennâgeux qui caractérise le retard même de leur civilisation. Mais, de notre côté, c'est la civilisation française qui est en cause, avec sa grandeur, sa générosité, et aussi la justification de notre présence dans ce Pays. Nous sommes là-bas pour y faire régner des principes auxquels nous croyons, pour élever non seulement le niveau de vie mais aussi le niveau moral et politique des populations. Si nous cédions à l'engrenage des violences (peu importe qui a commencé, chacun sait bien que ce n'est pas nous), ce serait une sorte de course qui ne saurait, à aucun degré, être dans la tradition de la France. Nous ne sommes là-bas que pour y faire prévaloir notre conception du progrès, de la civilisation et des relations entre les hommes, fussent-ils de races différentes ; nous ne devons jamais manquer aux obligations qui découlent d'une pareille situation ; sans quoi c'est notre présence même qui risquerait d'être contestée et en vertu même de nos principes et de notre idéal.

Nous condamnons toutes les intransigeances, tous les fanatismes, d'où qu'ils viennent, tous les excès quels que soient les coupables ; et nous savons que la seule chance de survie de l'Union Française, c'est précisément de faire disparaître le plus vite possible tous les abus, d'un côté comme de l'autre, et de montrer que nous avons autant de rigueur pour les uns que pour les autres.

L'Union Française est menacée, nous voulons la sauver, maintenir la France en Afrique du Nord, en Algérie, dans toute l'Afrique. Y parviendrons-nous par la force ? Nous avons dit souvent que ce serait une entreprise vaine. Le recours à la force est parfois nécessaire, il est parfois du devoir d'un Gouvernement de maintenir l'ordre menacé, de contenir les poussées, d'éviter de se laisser déborder. Mais ce recours à la force, même nécessaire, ne constitue jamais par lui-même une solution préparant l'avenir.

Si nous voulons sauver l'Algérie française par la réconciliation des hommes qui s'y opposent aujourd'hui, par la conciliation des intérêts, par une vraie paix durable après

cette terrible guerre, les violences qu'on nous a décrites sont, non seulement blâmables, mais politiquement néfastes puisqu'elles retardent le rapprochement, la confiance, l'esprit de compromis, sans lesquels aucune solution n'est possible.

En tout cas, rien n'autorise que l'on mente au peuple français quand il s'agit de ses intérêts les plus solennels ; le peuple français a le droit de savoir la vérité sur l'évolution en Algérie, cette vérité qu'on veut l'empêcher de connaître. C'est surtout pour cette raison que nous avons été choqués des réactions qui se sont produites lorsque le Bureau du Parti a voulu envoyer en Afrique du Nord, après que tant d'autres Partis l'eurent déjà fait sans provoquer aucune réaction, une mission d'information et de renseignement.

Lorsque j'étais Président du Conseil, des Partis même d'opposition, ont envoyé certains de leurs représentants en Afrique du Nord, spécialement en Algérie. J'étais d'accord ; pour moi, l'Algérie, c'était la France ; comment interdire à des parlementaires ou à des hommes libres de se rendre là-bas ? De quel droit ?

Pendant la guerre d'Indochine, des Partis politiques y ont envoyé des délégations. Pour le Parti Socialiste, c'était par exemple, la mission Boutbien, composée d'hommes qui pensaient exactement à l'inverse de M. Letourneau ; je rends cette justice à M. Letourneau qu'il n'a pas songé un instant à faire obstacle à cette mission ; le Gouvernement de l'époque n'a pas fait obstacle à l'investigation correcte et libre d'un Parti politique. Tout récemment, le M.R.P. a envoyé en Afrique du Nord une mission qui en a rapporté un important dossier ; sur des faits qu'elle estimait graves, M. Pflimlin a demandé au Président du Conseil que des enquêtes soient diligentées ; qui s'est indigné et étonné ?

Un délégué. — La S.F.I.O. elle-même...

M. Mendès-France. — Mais oui, la S.F.I.O. vient d'envoyer une mission en Algérie... et M. Duchet, nous le savons également, s'est rendu en Afrique du Nord, a été reçu... j'allais dire avec les honneurs de la guerre... a été hébergé au Palais d'Eté, y a donné une conférence de presse, a déclaré qu'il s'était entretenu avec les hauts fonctionnaires, avec les chefs militaires... Pourquoi n'aurions-nous pas le droit d'envoyer là-bas une mission ? Je ne suis pas choqué que M. Duchet ait été reçu au Palais d'Eté, même aux frais des contribuables, mais le Parti Radical n'a-t-il pas le droit, lui aussi, de s'informer ? Le Gouvernement se permettrait-il de mettre en doute notre patriotisme ?

Notre décision, nous l'avions prise en présence du Minis-

tre de la Défense Nationale. Il nous avait fait ce jour-là un exposé très complet de son point de vue sur l'Algérie ; nous lui avons demandé s'il verrait une objection à ce que nous envoyions une mission en Afrique du Nord ; il a répondu : « Mais pas du tout ! Plus il y aura de radicaux là-bas, mieux cela vaudra !... » Et, lorsque la même question a été posée à M. Lacoste, il a fait la même réponse, ajoutant qu'il recevrait lui-même les radicaux à Alger au Gouvernement Général.

Que faut-il donc croire ? Lorsque le Ministre de la Défense Nationale et le Ministre résidant parlent ainsi, quelqu'un ou quelques-uns pourraient-ils avoir assez de puissance en Algérie, pour faire obstacle à leurs décisions ? Qui commande donc aujourd'hui en Algérie ? Est-ce le Gouvernement français, est-ce M. Lacoste, ou bien est-ce une poignée de factieux que nous avons déjà vus à l'œuvre ?

On nous a dit, voici à peu près un an : il y a là-bas des gens un peu exaltés, un peu nerveux, il faut comprendre leurs inquiétudes, les dangers qu'ils courent, les angoisses qu'ils éprouvent pour eux, pour leur avenir, pour leurs enfants ; il faut les ménager, nous arriverons petit à petit à leur faire comprendre leur intérêt véritable, à les apaiser, à les détacher des éléments factieux et colonialistes qui ont eu dans le passé trop d'influence sur eux. Donnez-nous le temps de les calmer par des concessions. Voilà ce qu'on nous disait. Quinze mois se sont écoulés. Sont-ils, les factieux, moins puissants à Alger ? Ne sont-ils pas plus les maîtres de l'Etat, des responsabilités politiques et administratives décisives ! Est-ce normal ?

Mais les Pouvoirs publics eux-mêmes en face de notre Commission, quelle a été leur attitude ?

Nous avons lu dans les journaux de véritables provocations, des menaces à l'égard de nos amis membres de la mission d'études radicale. Quelle a été l'attitude des Pouvoirs publics à ce sujet ? Il existe, à Alger, un poste de la radio d'Etat. Ce poste doit, semble-t-il, apaiser, éviter les déchirements, les querelles, la méconnaissance des Français les uns les autres. Eh bien ! Radio-Alger a été déchaîné, dans cette période, contre notre Parti ; Radio-Alger a contribué à l'excitation populaire, à la mobilisation en vue de l'émeute contre nous.

Quand M. Guy Mollet, Président du Conseil, s'est rendu à Alger le 6 février, la radio (de l'Etat, j'y insiste) a aidé à ameuter la foule, à préparer l'émeute. Mais c'était le 6 février 1956, le Gouvernement était tout nouveau ; ce n'est pas lui

qui avait choisi les hommes en place. Depuis, ont-ils été épurés ? La radio d'Alger a-t-elle reçu d'autres mots d'ordre ? A qui obéit-elle ? En fait, nous le savons tous, ce sont les mêmes hommes qui sont là-bas, pour faire la même politique de division, de haine des races, les mêmes hommes qui travaillent, sans s'en douter, contre les intérêts de la France en Afrique, ces intérêts que nous voulons sauver contre eux.

Nous connaissions cette situation. Nous l'avions soulignée dans notre plate-forme : les exemplaires imprimés à l'occasion de la campagne électorale, portaient **en caractères gras,** ces phrases lourdes de sens :

« Le Gouvernement français et le Gouvernement Général de l'Algérie ne devront jamais oublier que les mesures résumées plus haut (c'était notre programme) **n'aboutiront et ne porteront leurs fruits que si l'on peut enfin compter sur la bonne volonté des exécutants à tous les échelons de la hiérarchie. Des mesures appropriées seront prises dans tous les secteurs administratifs et éventuellement dans l'Armée. En Afrique du Nord, plus que partout ailleurs, il importe que le Gouvernement soit exactement et rapidement obéi ; aucune défaillance ne peut plus être tolérée. »**

Ce que nous avions dit là, c'était l'évidence même ; c'était aussi la loi républicaine ; c'était tout simplement le respect de la notion de l'Etat. La notion de l'Etat ? Est-elle respectée en Afrique du Nord ? Je pose la question ; il n'en est pas un parmi vous qui ait le moindre doute sur la réponse.

Or, les plus grands intérêts français sont en danger. C'est lorsqu'on tient notre langage, lorsqu'on défend nos thèses, qu'on est véritablement un défenseur de l'intérêt français en Algérie.

Certains nous traitent de défaitistes ! Clemenceau en 1915, en 1916, en 1917, était traité de défaitiste parce qu'il disait simplement la vérité.

Et puisqu'il y a (M. Duchet dixit), un nouveau Clemenceau à Alger, qu'il prouve donc qu'il est digne de ce grand nom, en commençant par dire la vérité au pays sur l'Algérie, la seule manière d'y sauver les intérêts français et l'avenir de la France.

LA REPUBLIQUE ET LES DROITS DE L'HOMME

Le tableau que je viens de faire de la situation en Algérie montre que ce n'est pas le Gouvernement, que ce n'est pas

l'Autorité française qui gouverne en Algérie ; mais bien le fascisme.

Arrestations, détentions arbitraires, brimades de toutes sortes... On commence par les Musulmans nationalistes, puis les Musulmans modérés, puis les Français communistes, puis ceux qu'on appelle progressistes, puis les chrétiens progressistes, puis les libéraux ; de proche en proche, le fascisme gagne et s'attaque à des catégories de plus en plus nombreuses, et finalement à tous les gens indépendants dont le crime est de penser que la politique actuellement faite n'est pas la bonne et qu'elle nous fera perdre l'Algérie.

Venons-en à la presse ; pas de presse de langue arabe, pas de presse française libérale, saisie de la presse française de la Métropole lorsqu'elle comporte des articles qui déplaisent à l'Autorité. Pendant ce temps, la presse raciste, la presse de violence et de provocation, celle qui a toujours fait la loi en Algérie, poursuit sa besogne ; et personne n'a jamais entendu dire qu'elle était suspendue même un jour !

Seulement on ne fait pas sa mesure au fascisme ; après s'être manifesté ainsi en Afrique du Nord, voici qu'il tend à se répandre en France, comme ce fut le cas en Espagne ; certains évoquent d'ailleurs avec faveur ce précédent dans l'espoir de l'imiter quelque jour prochain.

C'est un fait, nous avons trop longtemps négligé un domaine cependant essentiel de l'action politique ; c'est celui de la défense des Droits de l'Homme, de la défense de la personne humaine dans l'Outre-Mer comme en France. Nous avons tenu pour acquis définitivement certains grands principes de la Démocratie. Nous avons pensé qu'il n'était plus nécessaire de lutter pour eux ; l'actualité ne s'est-elle pas retirée de formules qui après tout, remontent à un siècle et demi ? D'autres problèmes, d'autres buts, au cours de ces dernières années, ont accaparé tout notre intérêt, tout notre effort.

Pourtant, nous aurions dû savoir, forts d'une expérience qui n'est pas si lointaine, celle des sombres années 1940-1944, que rien n'est définitif ou définitivement acquis en politique, que la République et la Liberté, que la civilisation même et ses valeurs essentielles, sont toujours menacées et ne subsistent qu'au prix d'une lutte constante pour les défendre ou pour les rétablir.

Non, nous n'avons pas été assez vigilants au cours de ces dernières années.

Notre Comité Exécutif, le 15 février dernier, a voté une motion qui, à mon avis, n'a pas eu suffisamment d'échos

dans nos fédérations et moins encore auprès de nos Ministres. Cette motion, présentée par M. Secqueville, était ainsi libellée :

« Le Comité Exécutif attire l'attention des Ministres radicaux sur le développement insolent d'un danger fasciste auquel aucune action gouvernementale n'a jusqu'ici tenté de mettre un terme, ce danger se trouvant encore aggravé lorsque des décisions prises par les Pouvoirs Publics font bon marché des principes républicains les plus élémentaires : brimades contre la presse indépendante, orientation tendancieuse des informations de la Radiodiffusion et de la Télévision Nationale en métropole et en Algérie, inculpations arbitraires pour délits d'opinions, abolition de tous les Droits de l'Homme et du Citoyen en Algérie, accaparement des plus hauts postes administratifs de l'Etat par les membres d'un seul Parti, absence de poursuites contre les menées factieuses et anti-républicaines, etc...

« Le Comité Exécutif demande au Gouvernement de réagir avec vigueur et de prendre toutes les dispositions nécessaires à une énergique défense républicaine. »

Ce texte a été voté il y a deux mois, je voudrais savoir quelle suite nos Ministres lui ont donnée. Je crois bien qu'en ce qui concerne la liberté de la presse et les détentions arbitraires, les faits contre lesquels nous nous sommes élevés se sont, au contraire, multipliés. Loin de constater une amélioration, un progrès, nous constatons que les libertés auxquelles notre Parti a toujours été attaché, sont foulées aux pieds de plus en plus cyniquement.

Quelques-uns de nos jeunes plaisantent parfois les « vieilles barbes radicales » d'autrefois. Eh bien ! les radicaux de la Troisième nous avaient laissé, en ce qui concerne les Droits de l'Homme et les libertés fondamentales, une tradition sans tache, à laquelle il serait honorable d'être aujourd'hui simplement fidèles. J'irai jusqu'au bout de ma pensée : croyez-vous que nos anciens, croyez-vous que le Parti Radical de la Troisième, bâtisseur de la République, aurait laissé un Gouvernement auquel il participait, recevoir des cardinaux et des évêques de France une leçon sévère, d'ailleurs formulée d'une manière digne et courageuse, mais apparemment méritée, portant sur le respect de la personne humaine, c'est-à-dire, sur les Droits de l'Homme, sur l'idéal de 89, sur le respect des droits fondamentaux de la République ?

Il était un temps où, nous, Radicaux, nous donnions des leçons de liberté. Il était un temps où c'était la France qui

donnait aux autres Nations l'exemple de la liberté. N'est-il pas redevenu urgent pour nous de renouer avec notre véritable tradition afin que la France elle-même se retrouve dans sa vérité et dans sa grandeur ?

LE PARTI RADICAL ET SA MISSION

Voici donc les deux grandes préoccupations politiques de l'heure.

L'Afrique française menacée d'une dislocation, d'un écartèlement entre le fanatisme musulman le plus aveugle et l'incompréhension d'une politique à courte vue. Et ici même, la République menacée — non pas dans ses formes extérieures — mais dans sa vérité profonde, dans les espoirs que nous continuons à mettre en elle pour le progrès politique et pour le progrès social.

De là, découle le double devoir radical auquel nous ne devons pas manquer.

En défendant ces idées, nous nous exposons sans doute à de violentes attaques qui trouvent, hélas, un écho jusqu'au sein de nos organisations et de notre Parti.

Il y a parmi nous des hommes qui sont intimidés par ces attaques et par ces violences venues du dehors ; ils proposent, dans nos Assemblées, dans nos Congrès, d'ajourner, de transiger, de céder, d'attendre.

Moi, je vous dis ceci avec gravité : si nous renoncions à notre combat, qui resterait disponible pour succéder aux échecs auxquels nous assistons et qui risquent de s'aggraver, quelles forces politiques seraient là, poseraient leurs candidatures après les désastres et les déceptions continuellement renouvelés ? Oui, qui ? Sinon le fascisme d'un côté, le communisme de l'autre ?

Notre devoir est de montrer au Pays qu'il y a une autre voie, qu'il y a d'autres solutions, les nôtres ; nous ne pouvons abandonner notre position sans priver le Pays de la chance que nous représentons, surtout depuis deux ans, de la chance qui lui reste de se redresser, grâce à nous, dans la République et dans la liberté. Si nous renonçons, il ne restera, un jour, je le répète, que les deux extrêmes, le fascisme de gauche et le fascisme de droite.

Voilà pourquoi nous devons tenir, être solides, être durs, ne pas nous laisser intimider, ne pas nous laisser décourager par l'incompréhension des uns, par les attaques des autres,

par le scepticisme et la lassitude d'autres encore ; et voilà pourquoi nous ne devons pas céder à ceux qui, même parmi nous, prennent des positions soi-disant habiles, temporisatrices, prudentes ; positions, en réalité, de renonciation, de faiblesse (ou parfois même de cynisme).

C'est l'occasion de se souvenir des leçons d'Herriot ; nous avons pu sur tel point ou sur tel autre, dans telle ou telle circonstance parlementaire, nous trouver par moments en désaccord avec des attitudes ou avec des décisions d'Herriot ; mais sur les principes fondamentaux, sur la nécessité de toujours dire la vérité, sur les lois de la liberté, sur la solidarité étroite et fraternelle qui doit nous unir aux populations d'Outre-Mer, sur la construction de la paix, jamais Herriot n'a admis le compromis ou la concession à ce qu'on appelle : l'habileté.

Je voudrais lire ici un passage d'une conférence peu connue qu'Herriot a consacrée à un homme d'Etat dont le département que j'ai l'honneur de représenter est fier, à Dupont de l'Eure (qui avait tant de traits communs avec notre cher président) ; Herriot décrivait dans sa conférence, la psychologie des hommes politiques de l'époque. Comme vous allez le voir, elle a peu changé ; Herriot disait : « **Pour les uns (ce sont les Fouché, les Talleyrand), disciples plus ou moins inconscients de Machiavel, la politique est une ruse, un jeu d'astuce. Pour les autres, héritiers de la noble pensée d'un Montesquieu et des doctrinaires de la grande Révolution, la politique est une application de la morale à la conduite des sociétés. Pour ceux-ci, la probité politique ne se sépare pas de la probité privée ; elle a les mêmes exigences ; elle a les mêmes devoirs.** »

Soyons fidèles à cette leçon ; détournons-nous des soi-disant Machiavel — fussent-ils membres de notre Parti ! — restons sur le droit chemin de nos principes et des promesses que nous avons faites et que nous devons tenir.

Certes, nous sommes faibles, nous ne sommes qu'un Parti moyen parmi d'autres, souvent plus puissants ; nous savons que, pour agir, nous avons besoin, d'abord de recrutement, et ensuite d'alliances que nous devons chercher à bon escient ; nos décisions politiques doivent aussi tenir compte de ces nécessités.

Où trouver des alliances ? Le Parti Radical est un parti de gauche... Il ne se résigne pas à l'actuelle dispersion des forces républicaines, encore aggravée depuis un an. Il rappelle aussi que la mention du mot « socialiste » dans son titre signifie, comme Herriot l'a dit souvent, la reconnaissance

de ce qu'il y a de valable et de généreux dans l'inspiration socialiste, et de notre volonté de ne pas renoncer aux associations normales et traditionnelles qui en découlent.

Nous songeons aussi souvent aux nombreux hommes isolés qui n'ont encore apporté leur aide à aucun Parti ; et à d'autres hommes qui militent, tout près de nous, dans des groupes trop faibles pour être efficaces. Les uns et les autres sont pratiquement abandonnés à eux-mêmes. Nous leur demandons de joindre leurs efforts à ceux que poursuit le Parti Radical pour une politique démocratique, nationale et sociale.

A ceux qui n'acceptent pas telle ou telle de nos positions, tel paragraphe de notre programme et qui hésitent encore, il faut rappeler justement, que le Parti Radical, parce qu'il n'est pas un Parti monolithique, peut offrir une place dans son sein à tous ceux qui souhaitent que l'ensemble du Parti étudie leurs solutions ; il leur sera toujours loisible de défendre leur point de vue chez nous, en toute liberté.

Conscient de sa force et de son importance propre, le Parti Radical ne fera cependant l'économie d'aucun effort pour avancer, avec l'aide de tous, le grand regroupement des énergies, afin d'amener, toujours davantage, les démocrates et les patriotes français, épris de justice sociale et internationale, à se mieux connaître et à s'associer pour le travail et pour l'action en commun.

Sans doute, beaucoup d'hommes et de femmes de bonne volonté hésitent-ils parfois à nous rejoindre (soit pour entrer dans notre sein, soit pour travailler avec nous et près de nous) tant que nous leur donnons ce fâcheux spectacle de division, d'incertitude, de contradiction, de promesses non tenues. Plus encore, même parmi les nôtres, certains sont par moments, découragés et tentés de nous quitter en raison des déceptions qu'ils éprouvent hélas ! depuis si longtemps.

C'est pourquoi les décisions que nous avons prises hier pour l'organisation interne de notre Parti, pour lui assurer plus d'homogénéité dans l'action, prennent une si grande importance ; la presse entière en témoigne ce matin.

A cet égard, la motion de Chartres avait été pour nous un grand espoir ; mais elle a été violée dès la première expérience.

Nous l'avons reprise hier avec solennité sans y rien changer, mais en la précisant. Nous avons marqué notre volonté de mettre fin à des désordres et à des dispersions qui nous ont tant affaiblis.

Les conclusions auxquelles vous êtes parvenus hier sont catégoriques ; aucun d'entre nous ne devra plus dans l'avenir se réfugier dans des équivoques ; personne ne pourra plus trahir sans tomber sous le coup de sanctions rigoureuses et rapides. Voilà qui désormais est entendu entre nous ; un manquement serait une violation de la parole donnée, une faute à laquelle le Parti désormais ne pourrait plus accorder de tolérance. Nous sommes tous engagés d'honneur et je ne puis croire qu'un député manquerait à sa parole ou que le Bureau manquerait à son devoir de vigilance.

NOS EXIGENCES

Mais il me faut revenir à la politique générale. Il ne suffit pas de critiquer, il faut affirmer une volonté claire, exiger une politique définie, la fin des incohérences et des contradictions car la politique actuelle se caractérise partout par le désordre et la confusion.

On se lance un jour dans l'opération de Suez, mais vous le savez, sans aucune préparation, sans même les stocks d'essence les plus évidemment nécessaires.

En Algérie, on prône une politique dont des élections dites libres constituent l'essentiel ; or, si l'on doit voter un jour, notre action doit chercher à gagner les voix, c'est-à-dire d'abord les esprits et les cœurs ; si l'on fait une politique de pure répression, c'est-à-dire, de ressentiments et de rancunes inévitables, qu'on ne nous parle plus d'élections.

On veut faire le Marché Commun. Mais, dans le même temps, nous assistons à l'augmentation des aides et des subsides à l'exportation, à l'établissement de nouvelles taxes à l'importation. Le Ministre des Affaires Economiques lance la campagne « achetez français ! ». Tout cela est incompatible avec la notion même du Marché Commun.

On dit encore qu'on veut obtenir une meilleure harmonisation des charges sociales avec les pays étrangers où elles sont inférieures aux nôtres ; or, dans le même moment, on nous propose de nouvelles réformes sociales, légitimes, sans doute, et généreuses dans leur principe, mais qui vont accroître encore l'écart très lourd qui existe déjà entre les charges françaises et les charges étrangères.

Dans tous les domaines, nous sommes en présence de contradictions qui ne nous permettent pas de savoir ce que

l'on veut, où l'on nous conduit, sinon vers un désordre qui va en s'accentuant chaque jour.

Quant aux réformes qui nous tiennent à cœur, celles que nous aurions voulu voir aboutir le plus vite possible après les élections, elles piétinent.

La réforme de l'enseignement ? Nous avons un Ministre qui, depuis un an, a travaillé pour mettre un texte au point, un texte qui est dans notre tradition, dans la tradition de Condorcet, de Ferry et d'Herriot. La réforme de l'enseignement traîne, elle n'intéresse visiblement pas le Gouvernement. Si le Gouvernement avait fait pour la réforme de l'enseignement, le centième de l'effort qu'il a fait pour le Fonds Vieillesse, pour le Marché Commun ou pour l'Euratom, la loi serait votée depuis longtemps.

Nous voulions la réforme électorale ; nous l'estimons indispensable à l'assainissement politique français ; il n'y aura pas d'amélioration des mœurs politiques françaises tant qu'on n'aura pas abrogé la loi électorale actuelle. Il a fallu qu'arrive ce Congrès (et les menaces que d'aucuns ont cru y discerner) pour que le Président du Conseil fasse savoir il y a trois jours, par une déclaration d'ailleurs bien prudente et qui ne comporte pas l'ombre d'un engagement, que la réforme électorale méritait peut-être d'être examinée quelque jour !

Nous avions encore demandé une réforme fiscale ; et aussi le vote de la loi cadre agricole. Malgré les efforts du Ministre de l'Agriculture, nous ne sommes pas beaucoup plus avancés aujourd'hui qu'il y a six mois. Nous avions demandé aussi qu'une politique de construction rapide et massive de logements soit entreprise. On a bien déposé un projet de loi d'ailleurs très insuffisant et inférieur aux besoins ; il traîne quelque part, il fait l'objet d'interminables navettes ; pas de question de confiance pour hâter le vote de la loi, pour faire construire les maisons dont tant de familles ont besoin.

Après tant de déconvenues, il nous faut poser les conditions que nous mettons à notre coopération avec les Partis voisins, et avec les Gouvernements. On parle beaucoup de nos rapports avec ce Gouvernement ; c'est une importante question d'actualité ; mais, les exigences que nous devons présenter à ce Gouvernement sont les mêmes que nous devrions affirmer à l'égard de n'importe quel Gouvernement futur. Si une crise ministérielle se produit, quelle qu'en soit l'origine, et quel que soit le moment où elle éclatera, les demandes que nous adresserons au nouveau Président du Conseil désigné doivent être très exactement celles que nous présentons aujourd'hui à ce Gouvernement.

Ces demandes, quelles sont-elles ?

Sans chercher loin, nous les découvrirons dans la déclaration ministérielle de M. Guy Mollet que nous avons votée. Cette déclaration ministérielle était un contrat que nous avons signé avec les autres éléments de la majorité ; et nous nous étonnons, quinze mois après, que sur l'essentiel, aucun progrès n'ait été accompli.

Notre première demande porte naturellement sur l'Algérie.

Nous demandons une modification fondamentale de la politique qui y est suivie. Nous demandons que soit enfin recherchée cette réconciliation indispensable, par des mesures de justice et de détente, ce qui, bien entendu, ne signifie pas du tout que nous devons renoncer à maintenir l'ordre. Le Gouvernement a le devoir, aujourd'hui comme hier, en toutes circonstances, de maintenir l'ordre mais, il doit dans le même temps, chercher à rétablir le contact politique et la confiance qui ont disparu et à défaut desquels aucune solution ne sera viable là-bas.

A cette fin, les garanties élémentaires, les libertés humaines, les droits de l'homme doivent être rétablis au profit de tous. Ceux qui font obstacle dans l'Administration, dans la Presse ou ailleurs à la réconciliation franco-musulmane, doivent être mis hors d'état de poursuivre une action qui est contraire à l'intérêt national, même lorsqu'ils ne s'en doutent pas.

J'ai parlé de détente et de générosité ; une large amnistie doit être proclamée au profit des salariés et des fonctionnaires qui ont perdu leurs emplois (et ont été ainsi condamnés à la famine) pour de simples faits de grève, ou pour délit d'opinion.

La liberté de la presse, la liberté syndicale, les autres libertés élémentaires doivent être rétablies, sous réserve, bien entendu, des sauvegardes nécessaires, au maintien de l'ordre public.

Il est clair que les dirigeants de la politique française en Algérie, depuis quinze mois, ne sont qualifiés à aucun titre pour diriger la politique nouvelle. Avec eux, la confiance des Musulmans ne pourra être rétablie, cette confiance à défaut de laquelle la guerre ne cessera pas.

En second lieu, la sauvegarde de la République et des Droits de l'Homme, non seulement là-bas, mais ici aussi.

Nous demandons que des instructions très fermes soient données a tous les échelons de l'Administration et des services publics, dans la Métropole comme dans l'Outre-Mer, pour assurer le respect des principes républicains, si souvent ignorés ou violés depuis un an.

Nous demandons la fin des atteintes continuelles à la liberté de la presse, la fin du régime de l'information tendancieuse et dirigée à la radio et à la télévision.

Nous demandons la répartition correcte des hauts postes administratifs sans considérations ou préférences de Partis.

Nous demandons la répression des menées factieuses de plus en plus insolentes. Quand le Gouvernement sera moins occupé à brimer la presse républicaine, il pourra de temps en temps se tourner vers les organisations factieuses et vers leur presse de division nationale pour mettre un terme à leurs activités.

En troisième lieu, sur le plan économique et financier, nous tenons à ce que soit entrepris rapidement un assainissement budgétaire et financier qui est devenu indispensable. Ce n'est pas par souci de classicisme, de purisme ou d'orthodoxie que nous parlons ainsi mais parce que nous sommes préoccupés du salut et de la stabilité de la monnaie. Si les prix ont monté depuis un certain nombre de mois, je ne sais pas de combien, d'ailleurs, puisque les indices... n'insistons pas... si donc les prix ont monté depuis un certain nombre de mois, cela signifie que la monnaie a perdu une partie de sa valeur dans cette période. Le Parti Radical a toujours été vigilant à cet égard. Nous demandons que soit mis un terme à des passivités, à des facilités qui, hélas ! nous coûtent très cher et coûtent cher surtout aux classes de ce Pays qui travaillent et qui produisent.

On parle de 250 milliards d'économies. Tant mieux ! Je n'en connais pas encore la répartition ni le contenu. On parle de 150 milliards d'impôts nouveaux. Je n'irai pas jusqu'à dire : tant mieux... mais là aussi, il faudra savoir quelle sera la répartition des sacrifices nécessaires.

250 milliards d'économies, 150 milliards d'impôts... Total 400 milliards. C'est le prix de la guerre d'Algérie. Qui va payer cette guerre ?

En tous cas, le scandale c'est de voir des hommes qui n'ont que le mot de patriotisme à la bouche, qui prennent d'assaut la tribune de l'Assemblée pour réclamer un accroissement de l'effort militaire en Afrique du Nord et qui refusent d'en payer le prix, qui refusent les impôts nécessaires pour payer cet effort militaire.

Ils veulent bien que nous envoyions nos enfants se battre, mais ils refusent de voter un centime d'impôts de plus. Croient-ils, ces superpatriotes, que la guerre se fait sans argent ? Le sacrifice du sang est-il, à leurs yeux, plus facile à supporter que celui de l'argent ?

Pour en terminer avec les affaires économiques et financières, je vous propose de décider que nos trois prochains Comités Exécutifs seront consacrés, le premier aux questions sociales, le deuxième aux questions agricoles, le troisième aux réformes fiscales, pour que nous précisions là aussi, très clairement, nos conditions, et pour que nous prenions nos responsabilités aux yeux du Pays.

Après nos demandes concernant l'Algérie, le respect des principes républicains, et le secteur économique et financier, je voudrais mentionner **ce que nous devons exiger à mon avis, quant aux institutions, dans le sens le plus large de ce mot.**

Nous demandons que le Gouvernement tienne enfin ses engagements à l'égard de la réforme électorale, qu'il se batte et s'engage à le faire aboutir, au besoin par la question de confiance.

Nous demandons que le Gouvernement fasse aussi l'effort que nous avons tant attendu de lui, pour la réforme de l'enseignement ; le projet est déposé sur le bureau de l'Assemblée, que le Gouvernement demande la procédure d'urgence, qu'il fasse aboutir ce projet indispensable pour la jeunesse, pour le renouveau de notre Pays et que l'effort soit fait d'urgence pour qu'il puisse commencer à porter ses fruits effectifs avant la rentrée d'octobre.

En ce qui concerne les questions constitutionnelles, que le Gouvernement prenne ses responsabilités ; nous sommes partisans de réformes qui doivent donner au Gouvernement plus de stabilité, plus d'autorité et d'efficacité. Un problème a donné lieu à bien des discussions, celui du droit de dissolution ; des modalités différentes peuvent être mises en avant, mais il faut comprendre ceci :

Ceux qui disent : « Il faut, en cas de dissentiment entre l'exécutif et le législatif, faire appel à l'arbitrage du Pays », doivent, s'ils sont logiques avec eux-mêmes, admettre que la

consultation du Pays peut se faire seulement par le moyen d'une loi électorale permettant au Pays de répondre clairement à la question litigieuse. Conserver une loi électorale qui fige les positions des Partis, qui, à travers la proportionnelle (même abâtardie par les apparentements) donne aux Partis une véritable stabilité, une permanence, qui, pratiquement, les soustrait au contrôle du suffrage universel — c'est vider de sa substance le principe même de la dissolution. La dissolution n'a d'efficacité que dans la mesure où elle est accompagnée par la réforme électorale. Sinon, c'est une nouvelle escroquerie !

Enfin, toujours dans l'ordre des institutions et de la constitution, le Gouvernement doit soumettre des propositions claires pour la structure future de l'Union Française. Nous avons dit, dans nos Congrès, nous avons répété à Chartres, que nous étions partisans d'un système fédéraliste : il est urgent que ce système soit mis sur pied ; sinon, nous verrons un certain nombre de territoires, en Afrique ou ailleurs, dotés de régimes particuliers de plus en plus décentralisés mais dépourvus de toute liaison organique avec un centre qui reste actuellement à bâtir. Il y a là un danger qui exige des décisions constructives rapides.

Mes chers Amis, à défaut d'engagements catégoriques et immédiats du Gouvernement sur tous ces points, et dans des délais à convenir d'urgence, notre collaboration ne serait plus possible ; elle ne serait fondée en fait que sur une malhonnêteté réciproque, malhonnêteté du Gouvernement qui n'obtiendrait notre alliance que par des demi promesses équivoques et de mauvaise foi, malhonnêteté de notre côté puisque nous voterions pour un Gouvernement avec toutes sortes de réserves mentales et l'intention de l'abandonner à la première occasion.

J'ajoute encore que nos exigences seraient les mêmes demain à l'égard d'un Gouvernement nouveau. Pour lui aussi, les conditions de notre soutien et de notre participation seraient celles que je viens d'énumérer — et qui ne peuvent étonner personne, car ce sont nos revendications depuis de très nombreux mois déjà.

Est-ce trop demander ? Est-ce faire preuve de sectarisme, de fanatisme borné ? Non, car l'enjeu est immense. Il s'agit d'opérer enfin le redressement politique du Pays, il s'agit de l'acheminer enfin vers son relèvement.

IL S'AGIT DE REFAIRE LA FRANCE.

Oui, il faut placer ce débat dans la plus large perspective ; il faut connaître la gravité de l'heure que vit aujourd'hui ce grand Pays dont nous sommes responsables.

Certes, de la France, en ces jours, on pourrait avec malveillance ou avec pessimisme, dresser un tableau qui serait pitoyable et qui ne serait pas tout à fait faux.

L'héritage impérial de la IIIe République dilapidé, saccagé par une incompréhension étrange des principes que nous avons nous-mêmes enseignés — qui nous reviennent comme en écho de notre propre tradition émancipatrice — et auxquels pourtant nous n'avons su répondre que par des procédés périmés de force et de ruse — entraînés ainsi en une série de guerres anachroniques et fatalement désastreuses, alors que nous avons certainement la possibilité de construire une nouvelle union dans la coopération et dans l'amitié des élites autochtones.

Une organisation économique qui semble faite pour soutenir les activités les moins utiles à la collectivité ; qui ne s'inspire du capitalisme que pour ménager les féodalités et les abus, du socialisme que pour freiner l'esprit d'entreprise et de responsabilité ; une organisation économique qui consacre à entretenir l'alcoolisme ou à réparer ses méfaits plus d'argent qu'à l'ensemble des services sociaux ; une organisation que juge peut-être mieux encore et d'une manière plus sévère, son incapacité d'offrir à un jeune ménage la condition première de la vie familiale : un logement, le cadre élémentaire de l'intimité, du repos et du bonheur humains.

Une politique internationale qui collectionne les échecs et les humiliations, qui (au moment où la France pourrait jouer un rôle décisif dans l'organisation de la paix mondiale et se retrouver en tête des peuples épris de liberté simplement en gardant la ligne de sa grande tradition internationale), nous fait passer pour un peuple oppresseur au jugement de la majorité des autres Nations, comprenant bien moins d'adversaires qui s'en réjouissent que d'amis déconcertés et navrés.

Ce tableau n'est pas faux, **et pourtant il n'est pas celui de la France. C'est une caricature** où la France ne se reconnaît pas.

Car le patriotisme sait voir, derrière l'écran de cette actualité peu brillante, la France avec ses grandes traditions, et ses grandes possibilités. Il voit la jeunesse qui monte avec son intransigeance et son élan. Nous ne sommes plus le Pays en recul démographique que l'on a connu entre les deux guerres. Ce facteur de rajeunissement serait, à lui seul, décisif.

Mais on doit voir aussi, en tous les domaines, les chances toujours magnifiques qui s'offrent à notre lucidité et à notre courage.

Car il nous est toujours possible, dans un monde inquiet et déchiré, de faire entendre à nouveau cette voix de la générosité et de la raison qui emprunta jadis les accents de Bourgeois, de Jaurès, de Briand ou d'Herriot, mais qui n'était, en réalité, que celle de la France.

En face du problème immense des Pays sous-développés, d'apporter **notre contribution et notre exemple,** de nouer avec nos populations d'Outre-Mer (qui — dans un nationalisme parfois désordonné mais qui n'est qu'une réaction — y aspirent elles aussi sincèrement), ce réseau de relations amicales et mutuellement profitables qui refera **l'Empire dans la liberté.**

De donner aux travailleurs français d'autres espoirs que le rêve d'une Révolution infiniment lointaine, d'autres réalités quotidiennes que le taudis et le bistrot.

D'offrir à la jeunesse l'exaltante aventure de retrouver les vieux principes et d'inventer les nouvelles formes de la grandeur française. Oui, tout cela reste à notre portée.

Souvent, je le sais, j'ai passé pour une sorte de Cassandre, annonçant les malheurs. Eh bien — avec la même sincérité que j'estime devoir au Pays lorsqu'on lui cache une vérité peut être impopulaire — je puis vous dire, à vous, en ce moment :

Au-delà du mauvais film des événements récents qui ne la représente pas, sachez voir la France. Au-delà de ses faiblesses, sachez voir ses possibilités renouvelées de bonheur et de grandeur.

Des hypocrisies, des promesses non tenues, des ruses piteuses, des échecs accumulés et puérilement niés, une mauvaise comédie : tout cela, dit-on, c'est la politique. Mais ne vous détournez pas — comme la tentation peut vous en venir, comme elle vient d'ailleurs à tout le monde, comme elle me vient (pourquoi ne pas l'avouer ?) à moi aussi, en certains moments.

Non, ne vous détournez pas. Car : l'avenir du Pays, rendre à ce Pays son prestige, sa noblesse, son humanité, tout cela, c'est aussi la politique.

C'est notre politique. Et nous la ferons si nous savons retrouver la volonté qui nous a trop manqué, sortir de l'incertitude et de la faiblesse dont certains hommes prétendaient faire comme la marque spécifique de la politique radicale.

Non, nous répudions ces attitudes de lâcheté et de peur en face de la pensée moderne, en face des faits, en face de la vérité et du devoir, fût-il amer.

Nous voulons voir les dures réalités en face, pour les vaincre.

Je vous demande de persister dans l'effort entrepris depuis deux ans, de vous battre pour nos idées, pour ce grand et cher Pays qui a besoin de nous.

C'est le devoir de notre Parti, parce qu'il est républicain et parce qu'il est patriote.

Après ce discours, le Congrès extraordinaire du Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste a voté la motion suivante :

Le Congrès rappelle que le Gouvernement s'était engagé par sa déclaration d'investiture ; que cette déclaration était conforme à la plateforme adoptée par le Congrès National du Parti Radical de Novembre 1955 et défendue devant le corps électoral le 2 Janvier 1956 ; et que cette conformité était la seule justification de la participation radicale au Gouvernement. Le Congrès charge les Ministres radicaux d'obtenir du Gouvernement qu'il précise sa politique à l'égard des problèmes essentiels dont la solution ne peut plus être ajournée — et de lui demander :

1° - **Une modification décisive de la politique algérienne** recherchant la réconciliation franco-musulmane par des mesures de justice et de détente, le rétablissement des libertés civiques et des garanties essentielles au profit de la population musulmane, l'amnistie des salariés et fonctionnaires chassés de leurs emplois, pour faits de grève ou délits d'opinion, la liberté de la presse, la liberté syndicale, etc., etc... sous la seule réserve des mesures de sauvegarde de l'ordre public.

2° - **La restauration des droits de l'homme et le respect des libertés républicaines** dans la Métropole comme dans l'Outre-Mer, la fin des atteintes continuelles portées à la liberté de la presse, une information désormais objective et non tendancieuse par la radio et la télévision d'Etat, la répression des menées factieuses, le choix des fonctionnaires sans considérations partisanes, etc., etc...

3° - **Une action gouvernementale enfin vigoureuse en vue du vote de la réforme de l'enseignement** avant les vacances parlementaires, avec la procédure d'urgence et la question de confiance.

4° - **Une politique économique, financière et sociale** comportant une énergique défense de la monnaie, l'assainissement budgétaire, le dépôt rapide d'une réforme fiscale stimulante pour l'économie nationale, et d'une loi-cadre agricole conforme aux conclusions des Commissions du Plan et à la plateforme radicale.

5° - **Le dépôt de projets d'ordre institutionnel** comportant le rétablissement du scrutin d'arrondissement, condition indispensable du redressement politique, la réforme constitutionnelle assurant l'autorité et l'efficacité de l'exécutif et, pour l'Outre-Mer, la création d'institutions à base fédérale.

Si le Gouvernement n'accepte pas, sans délai, ces demandes (conformes à nos accords primitifs avec lui) le Parti Radical, après quinze mois d'attente, ne sera plus en état de lui assurer sa participation et son appui.

Dans le cas d'une crise ministérielle, les exigences politiques ci-dessus énumérées, constitueraient, de la même manière, les conditions "sine qua non" de toute participation radicale à tout nouveau gouvernement.

LES CAHIERS DE LA RÉPUBLIQUE

C

Revue Bimestrielle de Politique

Président du Comité de Direction : P. MENDÈS-FRANCE

Rédaction et Administration : 1 bis, Place de Valois - PARIS-1er

Tél. : CEN. 69-33 Chèq. Post. Paris 1369309

Bulletin d'Abonnement

Je soussigné .....

demeurant à .....

.....

département de .....

souscris un abonnement de un an (1250 Frs)

Fait à ....., le 19

Signature,

Versement par : Chèque bancaire — C. C. P. Paris 1369309

Rayer la mention inutile.

L'INFORMATION

C

RADICALE - SOCIALISTE

1 bis, Place de Valois - PARIS-1er - CEN 69-33

Bulletin d'Abonnement

à remplir très lisiblement

M .....

Profession .....

Adresse .....

.....

déclare souscrire un abonnement d'UN AN ORDINAIRE SOUTIEN

moyennant le versement de la somme de 300 1000

en espèces — en un chèque ou mandat joint — par virement au C.C.P. Paris 4.258-08

Rayer les mentions inutiles

A ....., le 19

Signature,

SCHMIDLIN Grav. Imp. PARIS

Coll
46
193